

**COMMUNE DE HAO**

Polynésie Française  
Subdivision des Tuamotu-Gambier

Effectif légal du Conseil : 15  
Membres en exercice : 15  
Ont pris part à la délibération : 15  
**Dont 3 procuration(s)**

**DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL**  
**SEANCE DU 12 JUIN 2023**

N° 99 / 2023

**Relative à la mise en place du régime indemnitaire aux agents de la Commune de Hao**

**Présidence par :** Mme BUTCHER épouse FERRY Yseult, Maire de la Commune de HAO

**Date de la réunion du conseil municipal :** 12 juin 2023

**Date de convocation :** 22 mai 2023

**Lieu de la séance :** MAIRIE DE HAO

**Membres présents :** 12 membres

**Membre(s) absent(s) ayant donné procuration :** 03 membres

**Membre(s) absent(s) :** 00 membre

**Secrétaire de séance :** Mme MAI-TAKAMOANA épse APA Mauricette

| Nom, Prénoms et fonctions                    | Fonction                           | Prs | Abs | Procuration à                         |
|----------------------------------------------|------------------------------------|-----|-----|---------------------------------------|
| Mme BUTCHER épse FERRY Yseult                | Maire                              | ✓   |     |                                       |
| M. TAKAMOANA Maniario                        | 1 <sup>er</sup> adjoint au maire   | ✓   |     |                                       |
| M. PIRIOTUA Anselme                          | 2 <sup>ème</sup> adjoint au maire  | ✓   |     |                                       |
| Mme TANGI épse HOLMAN Mirabelle              | 3 <sup>ème</sup> adjointe au maire | ✓   |     |                                       |
| Mme TETUA épse BUSTIN Francine               | 4 <sup>ème</sup> adjointe au maire | ✓   |     |                                       |
| M. TAKAMOANA François                        | Maire délégué de AMANU             |     | ✓   | Mme MAI-TAKAMOANA épse APA Mauricette |
| Mme MAIRIHAU épse TUTEIRIHIA Marie-Madeleine | Maire délégué de HEREHERETUE       |     | ✓   | Mme BUTCHER épse FERRY Yseult         |
| M. KOHUEINUI Atanase                         | Conseiller municipal               | ✓   |     |                                       |
| Mme TEUIRA-HIOE épse MAIFANO Tehea           | Conseillère municipale             | ✓   |     |                                       |
| Mme MAI-TAKAMOANA épse APA Mauricette        | Conseillère municipale             | ✓   |     |                                       |
| M. ARAKINO Lothaire                          | Conseiller municipal               |     | ✓   | M. TAKAMOANA Maniario                 |
| M. KAPIKURA Théodore                         | Conseiller municipal               | ✓   |     |                                       |
| M. TUAHINE Théodore                          | Conseillère municipale             | ✓   |     |                                       |
| Mme TETARONIA épse HIO Nadine                | Conseillère municipale             | ✓   |     |                                       |
| M. TUTEAMARU Edgar                           | Conseiller municipal               | ✓   |     |                                       |

**Le maire expose**

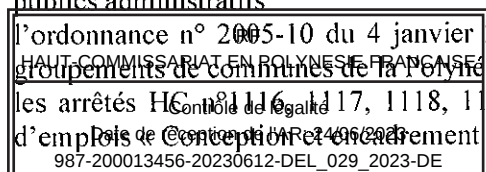
VU la loi organique n°2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n°2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU Décret n° 2011-1040 du 29 août 2011 fixant les règles communes applicables aux fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs

VU l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs ;

VU les arrêtés HC 81116 du 17, 1118, 119 DIPAC du 05 juillet 2012 fixant le statut particulier des cadres d'emplois de « Conception », « Maîtrise », « Application », « Exécution » modifiés ;



- VU l'arrêté n° HC 1320/DIRAJ/BAJ du 12 octobre 2017 fixant le régime indemnitaire dans la fonction publique communale ;
- VU l'arrêté n° HC 591 DIRAJ/BAJC/nt du 02/09/2020 modifiant l'arrêté n° HC 1320/DIRAJ/BAJ du 12 octobre 2017 fixant le régime indemnitaire dans la fonction publique communale ;
- VU l'organigramme hiérarchique des services ;
- VU la délibération n° 27/2023 du 12/06/2023, relative à la création du poste de Secrétaire Général(e) en emploi permanent de la fonction publique Communale pour la commune de HAO

**CONSIDERANT** l'intérêt d'instaurer au sein des effectifs de la commune le régime indemnitaire et les frais de missions des agents,

**Le conseil municipal, après discussion adopte :**

**ARTICLE 1 :** Sous réserve d'une validation du Maire, il est alloué un régime indemnitaire aux agents de la commune de Hao dans les conditions et modalités fixées par la présente délibération.

**ARTICLE 2 :** Liste des emplois auxquels sont attribués les régimes indemnitaires.

La liste des emplois auxquels sont attribués les régimes indemnitaires est établie comme suit :

- Les fonctionnaires titulaires et stagiaires, ainsi que les agents non titulaires recrutés dans les conditions prévues à l'article 8 de l'ordonnance n°2005-10 du 4 janvier 2005 de la commune de HAO bénéficient dans certains cas de contreparties financières pour des situations ou des tâches particulières qui leur sont imposées de par leurs fonctions.

**Titre 1 : Les indemnités liées à la nature des fonctions**

**ARTICLE 3 –** Les indemnités prévues au présent titre sont attribuées aux agents compte-tenu de la nature de leurs fonctions. Elles continuent d'être versées à l'agent lorsqu'il est placé en position de congé annuel, de congé de maladie ordinaire rémunéré à plein traitement, d'arrêt de travail lié à un accident de travail, de congé de maternité ou de congé d'adoption.

Lorsque l'agent est placé en position de congé de longue maladie ou de longue durée, l'indemnité est supprimée pour la durée du congé.

Dans le cas où l'agent exerce ses fonctions à temps partiel ou à temps non complet, le montant de l'indemnité est calculé au prorata du temps travaillé.

L'agent qui bénéficie d'une décharge de service pour l'exercice d'un mandat syndical ne peut voir son indemnité diminuée ou supprimée en raison d'un tel bénéfice.

**1 - La prime de responsabilité**

**ARTICLE 4 –** Sous réserve d'une validation par le Maire, il est décidé d'attribuer une prime de responsabilité aux fonctionnaires titulaires et stagiaires ainsi qu'aux agents non titulaires exerçant l'un des emplois ou l'une des fonctions ci-après :

| <i>Agents de spécialité<br/>« administrative »,<br/>« technique »</i> | <i>Fonctions</i>                             | <i>Nb de points d'indice mensuel</i> |
|-----------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------|--------------------------------------|
|                                                                       | <i>Agent encadrant entre 26 et 99 agents</i> | <i>10</i>                            |
|                                                                       | <i>Agent encadrant 6 à 25 agents</i>         | <i>08</i>                            |
|                                                                       | <i>Agent encadrant 3 à 5 agents</i>          | <i>06</i>                            |

Un arrêté de l'autorité de nomination fixe le nombre de points d'indice attribué mensuellement à chaque agent au titre de la prime de responsabilité dans les limites fixées ci-dessus.

La prime de responsabilité cesse d'être versée lorsque le fonctionnaire quitte l'emploi au titre duquel il la percevait.

## **Titre 2 : Les indemnités liées à l'exercice effectif des fonctions**

**ARTICLE 5** – Les indemnités prévues au présent titre présentent le caractère d'indemnités de fonctions nécessairement liées à l'exercice effectif de celles-ci, lesquelles ne sont pas dues en l'absence de service fait.

Le versement de ces indemnités au cours de congés annuels, de congés de maladie ordinaire rémunérés à plein traitement, d'arrêts de travail lié à un accident de travail, de congés de maternité ou de congés d'adoption est laissé à l'appréciation de l'administration dans chaque circonstance d'espèce après information préalable de l'agent concerné.

**ARTICLE 6** – Dans le cas où l'agent exerce ses fonctions à temps partiel ou à temps non complet, le montant des indemnités prévues au présent titre est calculé au prorata du temps travaillé.

L'agent qui bénéficie d'une décharge de service pour l'exercice d'un mandat syndical ne peut voir ses indemnités prévues au présent titre diminuées ou supprimées en raison d'un tel bénéfice.

### **1 – L'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires**

**ARTICLE 7** – Sous réserve d'une validation par le Maire, il est décidé d'attribuer une indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires aux fonctionnaires titulaires et stagiaires du cadre d'emplois maîtrise » (B) ainsi qu'aux agents non titulaires de niveau équivalent et exerçant des fonctions de même nature dans les conditions définies ci-après :

| Cadre d'emplois | Grade et emploi | Montant moyen mensuel |
|-----------------|-----------------|-----------------------|
| B- Maîtrise     | Technicien      | Entre 04 et 32 points |

L'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires est versée aux agents dont les missions impliquent une importance de sujétions particulières auxquelles ils sont appelés à faire face régulièrement dans l'exercice de leurs fonctions.

Un arrêté de l'autorité de nomination fixe, chaque année, le nombre de points d'indice attribué mensuellement à chaque agent au titre de l'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires en tenant compte notamment de sa manière de servir et de la notation et dans les limites fixées ci-dessus.

**ARTICLE 8** – L'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires ne peut être attribuée à un agent bénéficiant d'un logement de fonction par nécessité absolue de service.

**ARTICLE 9** - La présente délibération prendra effet à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2023.

**ARTICLE 10** – Conformément aux dispositions de l'article R421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de la Polynésie française peut être saisi par la voie du recours formée contre le présent acte, dans un délai de deux (2) mois à compter de sa date de publication. La juridiction administrative compétente peut également être saisie par l'application de Télérecours citoyen accessible depuis le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**ARTICLE 11** – Le Maire est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée et communiquée partout où besoin sera.

La présente délibération mise aux voix est adoptée comme suit :  
 Pour : 15 voix dont 03 procurations  
 Contre :

Ainsi fait et délibéré les jours, an et mois ci-dessus

### Le conseil municipal

|                                                                                                                                                      |                                                                         |                                                                                        |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------|
|  <p>BUTCHER épouse FERRY<br/>Yseult, Chantal, Tuihata<br/>Maire</p> | <p>TAKAMOANA Maniara<br/>Premier adjoint</p>                            | <p>PIRIOTUA Anselme<br/>Deuxième adjoint</p>                                           |
| <p>LANGI épouse HOLMAN<br/>Mirabelle, Tekahu<br/>Troisième adjointe</p>                                                                              | <p>TETUA épouse BUSTIN<br/>Francine, Faraura<br/>Quatrième adjointe</p> | <p>TAKAMOANA François,<br/>Terokehau, Péré, Timotéo<br/>Maire délégué de<br/>AMANI</p> |
| <p>MAIRIHAU épouse<br/>TUTEIRIHIA Marie-<br/>Madeleine, Mahia<br/>Maire déléguée de<br/>HEREHERETUE</p>                                              | <p>KOHUEINUI Atanase,<br/>Haumatanui<br/>Conseiller municipal</p>       | <p>TEUIRA-HIOE épouse<br/>MAIFANO Tehea<br/>Conseillère municipale</p>                 |
| <p>MAI-TAKAMOANA épouse<br/>APA Mauricette, Poerava<br/>Conseillère municipale</p>                                                                   | <p>ARAKINO Lothaire<br/>Conseiller municipal</p>                        | <p>KAPIKURA Théodore,<br/>Marere<br/>Conseiller municipal</p>                          |
| <p>TUAHINE Théodore,<br/>Tetuhua<br/>Conseiller municipal</p>                                                                                        | <p>TETARONIA épouse HIO<br/>Nadine, Arei<br/>Conseillère municipale</p> | <p>TUTEAMARU Edgar, Louis<br/>Conseiller municipal</p>                                 |